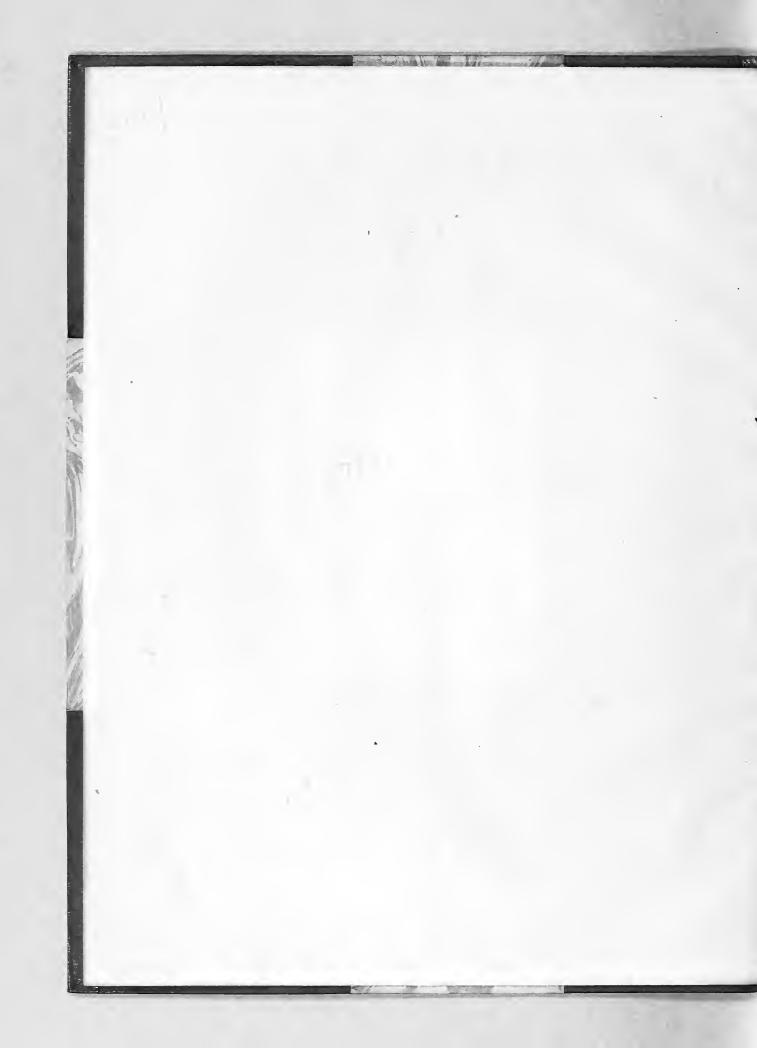




John Carter Brown Library Oroma University





## REPONSE

DU GÉNÉRAL

ROCHAMBEAU,

A L'ARRÉTÉ

DES AGENS PARTICULIERS

Du Directoire Exécutifà St. Domingue.



A PHILADELPHIE,

De l'imprimerie de PARENT, Cinquième rue Sud, N°. 32.

## REPONSE

DUGÉNÉRAL ROCHAMBEAU,

A L'ARRÉTÉ DES AGENS PARTICULIERS

## Du Directoire Exécutif, à St. Domingue.

CE n'est qu'après trois mois et demi de sejour dans cette ville que j'ai pu obtenir de connaître les motifs de ma destitution du commandement en chef de la partie espagnole de St. Domingue, prononcée par les agens particuliers du Directoire Exécutif dans cette Colonie. Jaloux de mériter l'estime du gouvernement, et celle de tous les Français, j'ai dû répondre à cette pièce mensongère, et lui donner la plus grande publicité, asin que chacun puisse juger ma conduite à St. Domingue, et les efforts que j'ai faits pour sauver cette Colonie bréciense.

Extrait du régistre des délibérations de la Commission déléguée par le gouvernement français aux lstes-sous-le-vents-

- " Au Cap, le 30 Messidor, an IV de la République
  " française, une et indivisible.
- "La Commission, considérant que responsable envers la France du salut de la Colonie de St.
- 66 Domingue. ( 1 )
- --- " Elle ne peut, et ne doit y maintenir dans
- " les emplois civils et militaires, que des hommes sur
- " le républicanisme desquels elle puisse entièrement
- " fe reposer. (2)

## RÉPONSE

DU GÉNÉRAL ROCHAMBEAU.

- (1) On a pu voir la manière dont les agens particuliers du Directoire opèrent le falut de la Colonie, en laissant égorger les blancs dans la partie du Sud et dans celle du Nord.
- (2) On va juger s'il est possible de compter sur les vertus civiques et le républicanisme des hommes employés par les agens.

Je citerai le citoyen le Borgne leur délégué, l'un des auteurs des assassinats de la partie du Sud de la Colonie, que j'ai expulsé des Isles-du-Vent, pour les vols qu'il y a commis.

Idelinger, trop malheureusement connu pour lui dans les places de commerce de France.

Bellegarde, qui a vendu son poste aux Anglais, et déferté les drapeaux de la République, au fecond siège de la Martinique.

Cerizier, assassin du capitaine de vaisseau Macnemara, à l'Isle de France.

Enfin tant d'autres que je pourrais nommer. Les deux derniers font les aides-de-camp du citoyen le Blanc.

- (3) Il faut donc prouver le délit présumé, car la certitude ne peut naître que d'une preuve, et j'ai réclamé depuis long-temps la justice du Directoire pour le faire juger.
- (4) Si de chercher fans cesse les moyens de servir utilement son pays, de supporter sans murmure toutes les privations comme un foldat, de laisser ses appointements (dont à présent je n'ai pas encore reçu un écu ) pour le payer , c'est de l'incivisme , j'en suis coupable.

Si de manger à la table somptueuse des agens la demi-ration à laquelle nous étions réduits, de n'y boire que du rhum et de l'eau, qu'on nous donnait au lieu de vin, c'est de l'insubordination, j'en fais gloire. Le foldat fouffrait; j'avais l'honneur d'être fon chef; je lui devais l'exemple de la patience; je n'y ai jamais manqué.

J'ai toujours dit et mandé au ministre de la marine et des Colonies, ainsi qu'aux agens eux-mêmes, que je respectais leur caractère public, mais que je méprisais souverainement quelques uns d'eux, notamment le citoyen Leblanc, qui employa un tems confidérable à me persuader qu'il fallait beaucoup de voleurs dans l'administration de St. Domingue. (J'ai rendu compte de ce fait au ministre de la marine.

--- " Que si dans la situation actuelle de cette " Colonie, de simples soupçons l'autorisent a en

" éloigner ceux qui en seraient l'objet, de toutes

a fonctions publiques, elle doit à plus forte raison se

" montrer févère, lorsque les soupçons ont acquis

" un degré de certitude et de conviction. (3)

--- " Confidérant que la conduite tenue par le " général Rochambeau, depuis fon arrivée à St.

" Domingue, a constamment été marquée au coin

" de l'incivisme, de l'insubordination, et du mépris

" le plus ouvert pour la première autorité déléguée

Charles Bill 1871 and L

6 par la France. (4)

The Real Property lies

"Que loin de donner à tous les citoyens l'e-"xemple de la foumission et des égards envers cette "autorité, il s'est en quelque sorte annoncé comme "le point de ralliement de ceux qui voudraient l'in-"fulter et l'avilir; que toutes ses actions, tous ses "discours publics et particuliers ont été dirigés vers "ce but criminel. (5)

— "Qu'après s'être permis d'aller fans congé, "fans mission, fans même aucune espèce d'autorisa-"tion, parcourir dissérentes places et plusieurs "postes militaires. (6)

"Dont il a distrait le commandant au mo-

"ment même où les Anglais prenaient Bombarde. Il "est rentré au Cap sans en instruire la Commission, s' sans lui saire aucun rapport, sans daigner même lui rendre aucun de ces devoirs que la bienséance eut exigés. (7)

(5) Le fait est faux. La manière dont j'ai obéi aux arrêtés des agens, prouve et ma soumission, et les égards que je portais à leur autorité.

(6) Je n'avais jamais oui dire qu'un général en chef eut besoin de congé pour aller reconnaître l'ennemi. J'avais cependant prévenu Sonthonax de mon départ.

(7) J'étais au Port-de-Paix, lorsque le général de brigade Pageot reçut la nouvelle de la prise de ce quartier: je n'aurais même jamais parlé de sa reprise, si je n'étais attaqué sur un fait qui m'honore.

C'est moi qui, après avoir fait toutes les reconnaisfances sur Bombarde, et même sur les retranchemens du Môle St. Nicholas, pour reconnaître la place de plus près, ai tracé au général de brigade Pageot, le plan qu'il avait à suivre pour reprendre ce poste important. C'est en présence de Delair et de Levasseur, excellens officiers, déportés par ordre des agens, je ne sais trop pourquoi, que je sis ce plan.

C'est à ma sollicitation que les commandans des Gonaïves et du Gros-Morne, ont envoyé des renforts à Pageot. Le général Laveaux est en France. Il connaît tous les faits que je viens d'avancer.

J'avais aussi donné à Toussaint Louverture, le plan d'attaque de St. Marc que j'avais reconnu à portée de sussile. Laveaux en a connaissance, je lui avais tout communiqué; mais je me suis gardé d'en saire part aux agens: l'expérience m'avait prouvé qu'ils ne savaient pas garder un secret, car le plan de campagne du Directoire Exécutif, était entre les mains des semmes passagères à bord du Watigny, au moment de notre arrivée au Cap.

(8) Pendant mon sejour au Cap, on n'y a célèbré que deux sêtes: j'ai assisté à toutes deux. La première su l'entrée triomphale des agens, le lendemain de leur arrivée au Cap. La deuxième le 14 Juillet; il est aisé sans doute de calomnier, mais je répons que personne n'osera me soutenir, ni ne

<sup>&</sup>quot;Que lors des fêtes républicaines qui ont eu lieu au Cap, il s'en est absenté avec tout son état-major, ou n'y a paru que pour braver les délégués du gouvernement français dans l'exercice même de leurs fonctions, ridiculiser publiquement leur sensibilité, les cérémonies républicaines, et les cris de vive la république! (8)

"" Qu'entouré d'hommes qui presque tous, affichent hautement la haine du gouvernement ré"publicain, avilissent par leurs propos la France et 
"le gouvernement français, il a constamment au"torisé et même encouragé leurs propos injurieux 
contre les délégués de ce gouvernement; que non 
content d'avoir permis qu'un de ses agens vint 
jusqu'au sein de la Commission insulter un de 
fes membres, et sit ensuite de cette démarche 
feandaleuse une espèce de trophée public; il l'a 
fanctionné lui-même par sa conduite, en écrivant 
a la Commission la lettre la plus indécente et la 
plus irrespectueuse. (9)

pourra prouver, m'avoir jamais entendu ridiculiser les céremonies républicaines et les cris vive la république. Mais il est vrai que j'ai été indigné de voir les agens soussirir que de jeunes personnes les couvrissent de seurs, en chantant des hymnes à leur louange.

On a encore célébré au Cap une fête publique à la mémoire de Polverel, à laquelle les agens ont affifté en corps. La loi n'ordonne point cette fête, je n'y ai pas paru. Je mésessimais Polverel—Et voilà ce que les agens appellent ridiculiser leur sensibilité.

(9) Je ne m'attendais pas, je l'avoue, que les agens particuliers du Directoire Executif attaqueraient les officiers que j'avais sous mes ordres: je vais les faire connaître.

Le général de brigade Mirdonday, chef de l'étatmajor, qui, la dernière guerre avait servi en cette qualité sous les ordres du Bailli de Suffren. Il est couvert de blessures, et a parfaitement servi dans la guerre de la Viendée.

Le chef de brigade *Panisse*, mon aide-de-camp, a servi avec distinction à la *Martinique*, durant les deux sièges que cette Colonie a supporté: il a reçu deux blessures.

Le chef de bataillon La Houssaye mon aide decamp, a servi en cette qualité au premier siège de la Martinique. Je l'avais envoyé en France porter mes dépêches au gouvernement, annoncer les succès des patriotes aux Antilles, et demander des secours pour les assurer. Il sut mis en prison; c'était sous le règne de la terreur. Depuis sa sortie des prisons, il a servi sous les ordres du brave Dugomier à l'armée des Pyrénées-Orientales, en qualité d'adjoint aux adjudans-généraux; il en a les certificats les plus honorables.

D'Avenne et Simon, mes aides-de-camp, ont servi avec distinction à Sainte-Lucie sous les ordres du général Ricard. Ils y ont supporté le fardeau du jour.

Bragelongne, mon aide-de-camp, a fait la guerre dans la Vendée, comme aide-de-camp du général Canclaux, fon oncle.

Roch, homme de couleur, mon aide-de-camp, a eu le poignet emporté par un boulet de canon au deuxième siège de la Martinique, où il a servi avec la plus grande distinction.

Voilà les hommes dont j'étais entouré, que l'on accuse de hair le gouvernement, et de l'avilir par des propos injurieux.

Je n'avais point d'agens ni de délégués, n'étant pas moi-même agent du Directoire Exécutif.

J'avais demandé à ceux-ci le jugement du citoyen Paulin Goy, qu'ils avaient fait arrêter pour avoir demandé au citoyen Le Blane, l'explication du mot barbare et inconnu Baulbinocrate, dont il s'était fervi en énonçant une opinion personnelle.

Paulin Goy était le fecrétaire de l'Etat-major de l'armée de la partie Espagnole. Ce brave jeune homme avait servi avec honneur à l'armée des Pyrénées-Orientales, dans un des bataillons des chasseurs de la Gironde.

J'ai fait connaître aux agens dans la lettre dont ils se plaignent, mon respect pour leur caractère public et le peu d'estime que j'avais pour quelques uns d'eux, comme hommes privés. (Cette lettre est dans les archives de la commission des Colonies.)

- (10) Ce fait est si ridicule qu'il le serait encore plus de le resuter.
- (11) Cette imputation joint au ridicule, l'atrocité la plus calomnieuse.

Les nouveaux malheurs de St. Domingue, ne datent que depuis mon départ de cette Colonie, et depuis la présence des délégués des agens dans les dissérentes parties de cette isse malheureuse. J'avais prédit nombre de fois à ces agens, ce qui devait arriver, de leur conduite, du choix de leurs délegués, du luxe qu'ils étalaient, au milieu de la missère affreuse qui desolait la Colonie (je l'avais mandé dans toutes mes lettres au ministre de la marine, elles seront soi) des fausses mesures qu'ils prenaient, desse

66 les manières, et affecté les prétentions. (II)

<sup>&</sup>quot; La Commission considérant que toutes confidérant que toute confidérant que

<sup>&</sup>quot; Que c'est de cette lutte scandaleuse élevée entre l'autorité civile et militaire, que sont
résultés tous les maux qui ont affligé cette Coloinie; que les ruines encore sumantes du Cap, attestent les crimes de Galbaud, dont le général
Rochambeau n'a que trop bien copié jusques ici

préférances marquées qu'ils accordaient aux affafsins des blancs, et à ceux qui disaient qu'il ne fallait plus de proprietaires, &c.

Les agens n'ont jamais vsulu suivre les conseils, que, guide par l'amour de mon pays, le désir de rémedier aux maux que je prévoyais, je leur ai donné avec force, et sur-tout sans flatterie, ce qu'ils appellent lutte scandaleuse. Je le répète, ma correspondance officielle et les évènemens feront soi.

Effrayés de ma franchise, sachant bien que je n'adopterais jamais leurs principes, ils m'ont destitué et deporté: j'ai obéi avec le respect que je porte à l'autorité de qui ils tiennent celle dont ils abusent.

Ils ont voulu me faire supposer coupable, en m'assimilant au général Galbaud que Polverel et Sonthonax ont accusé d'avoir fait incendier le Cap.

Je ne connais pas Galbaud, n'ai jamais eu aucune relation avec lui; mais à la honte éternelle des commissaires-civils, c'est ici le moment de rendre hommage à la vérité.

Il n'y a eu que les quartiers défendus par Galbaud, qui n'ont pas été brûlés, le feu fut mis au Bac de la Fossette, à l'extrémité de la ville, par les troupes attachées aux commissaires au moment où la retraite de Polverel et Sonthonax de ce quartier occupé par eux, en laissa la possibilité.

Plus heureux que les agens, il me reste la certitude d'avoir tout fait pour tâcher d'opérer le bien, de n'avoir ni ordonné ni sousser aucun massacre, d'avoir au contraire brisé les sers, et adouci le sort de beaucoup de malheureux, et d'avoir été honoré des regrets de la Colonie que l'on m'a sorcé de quitter.

Sur ma conduite, sur les faits que j'avance, il n'est presque pas un habitant de ce pays infortuné dont je n'ose hautement réclamer le témoignage.

(12) Ma conduite eut été celle que j'ai tenu toute ma vie, fidèle à l'honneur, à mes devoirs, à mon pays, à la justice, à l'humanité: redoutable seulement aux scélérats, aux dilapidateurs, ensin aux ennemis de tout genre de leur patrie.

<sup>&</sup>quot;Considérant encore que cette conduite tenue sous les yeux même du général Rochambeau doit lui faire pressentir celle qu'il tiendra loin d'elle, et quand il sera rendu dans la partie ci- devant Espagnole de St. Domingue. (12)

" Qu'il prétend même lui et les siens avoir reçu du gouvernement français des ordres secrets et des instructions particulières. (15)

"Que déjà il se satte d'entretenir une cor"respondance suivie avec la noblesse, l'évêque et le
"clergé de Santo-Domingo, qui tous lui promettent
"une reception digne de son rang et de ses prin"cipes. (16)

"Que son arrivée à Santo-Doningo est l'objet des vœux et de l'espoir des émigrés nobles, et grands colons; dont plusieurs, les royalistes les plus estrénés, portent constamment la cocarde blanche, et le deuil de Capet dernier, avec les quels il a vécu dans la plus grande intimité pendant un an et demi qu'il est resté aux Etats-Unis, sont déjà rentrés dans la partie Espagnole, et dont un plus grand nombre encore, se prépare à y débarquer sitôt qu'on aura la certitude que M. de Rochambeau en aura pris possession. (37)

(13) Le fait est faux: je n'ai jamais été désigne pour être gouverneur de la partie ci-devant Espagnole. J'étais nommé général en chef par le Directoire Exécutif, et je n'ai jamais parlé, ni agi qu'en cette qualité.

(14) Ridicule et calomnieuse imputation! ridicule, puisque les pouvoirs des agens étant illimités, et s'étendant sur la totalité de l'Îsse, moi général en chef en mission speciale dans la partie Espagnole, je ne pouvais jamais m'en croire indépendant. Je leur devais des comptes, des rapports sur l'Etat de mon commandement, &c. calomnieuse, parce que je n'ai jamais rien dit qui tendit à manisester ces sentimens.

(15) Si le gouvernement m'avait communiqué des instructions secrètes, certes je n'en aurai fait part à personne, et mes aides-de-camp même, ignorent si le ministre de la marine a eu cette constance en moi.

(16) Ceci est aussi probable que les accusations que quelques journalistes ont fait contre le citoyen Carnot, d'avoir livré aux ennemis, l'armée du Rhin et Mozelle, lors de la belle retraite de cette armée du Danube sur le Rhin.

On fait très-bien d'ailleurs que l'archevêque de Santo-Domingo, et son clergé étaient partis pour la Havane lorsque j'arrivai au Cap.

(17) Ce n'étaient point les émigrés ni les royalistes qui attendaient mon arrivée à Santo Domingo, mais bien les propriétaires de St. Domingne qui se font refugiés aux Etats-Unis, lors de l'incendie de la partie Française, et ceux des isses du Vent qui y ont été déportés par les Anglais lorsqu'ils s'emparèrent de ces belles possessions. Oui, j'ai vu avec intérêt ces hommes dont les malheurs doivent exciter la sensibilité de tout être pensant. Ce sont ceux-là seuls avec qui j'ai eu des relations pendant mon séjour aux Etats-Unis.

Au reste ma conduite durant les deux sièges de la Martinique, aurait dû se me semble répondre seule et victorieusement, à cette absurde imputation de Monsseur le Blanc ancien garde de la marine.

" Que la Commission a reçu des renseignemens qui ne lui permettent plus aucune espèce de doute à cet égard; que ses dispositions bien connues doivent lui inspirer des craintes trop sondées fur les suites sunesses qu'elles peuvent avoir pour la Colonie et la république. (18)

"Confidérant enfin qu'il ferait trop tard de s'opposer aux vues ambitieuses et inciviques du général Rechambeau lorsqu'il aurait en son pouvoir tous les moyens d'en assurer le succès; que la prudence, le salut de la Colonie, exigent d'arêter dès leur principe les progrès d'un parti qui déjà se sorme sous son nom, et qui grossi par les émigrés colons, les sanatiques, les mécontens, ensin par les ennemis de la République, et les sactieux de tous les genres, renouvellerait dans cette
Colonie toutes les horreurs dont la Vendée nous a présenté l'assreux tableau. (19)

"' D'après toutes ces confidérations et beaucoup d'autres qu'elle se reserve de déduire en tems et lieu. (20)

(18) Je prens acte de cette déclaration et somme le citoyen Giraud l'un des agens du Directoire, et qui est maintenant en France de produire ces ren-feignemens, et sur-tout les preuves matérielles des délits qui me sont imputés, et je le désie lui et ses collègues d'en produire aucunes.

(19) Il eut été à la vérité trop tard pour les délégués des agens de travailler le pays en finance comme ils le projettaient, lorsque j'en aurais pris possession.

Il est bien satissaisant pour moi de pouvoir dire que tous les propriétaires de ce pays nouvellement cédé à la France, attendaient mon arrivée-sans crainte, et avaient consiance dans mon administration qu'ils avaient pu juger lorsque je sus gouverneur de St. Domingue en 1792. Ils ont sui en partie depuis qu'ils se sont vus ménacés de dilapidateurs que rien ne contiendrait, et aujourd'hui la France n'a pu prendre possession d'un pays qui lui est cédé par les traités.

Au reste à ces absurdes imputations, je ne répondrai qu'en renouvellant au citoyen Giraud ma sommation de produire les preuves.

Je ne puis m'empêcher de faire ici une observation sur les guerres de la Vendée et de St. Domingue: la guerre de St. Domingue est celle des non-propriétaires contre les propriétaires légitimes, et celle de la Vendée la guerre des royalistes et des finatiques contre les républicains. Elles ne peuvent être assimilées ni dans leurs causes ni dans leurs effets.

(20) Ou, les preuves ont déjà été envoyées au gouvernement; et alors je demande qu'elle me foient communiquées: où, elles ont été apportées par le citoyen Giraud, et alors je le fomme de les produire. Il en est tems, car je désire ensin me montrer au grand jour, le plutôt possible et sur-tout d'éclairer la réligion du Directoire trompé.

La Commission arrête que le général Rochambeau est destitué de ses sonctions de com-

"Rochambeau est destitué de les fonctions de consmandant en chef de la partie de la Colonie de St.

" Domingue ci-devant Espagnole, et que le pré-

66 sent arrêté lui sera notifié dans le jour. (21)

"Signé au régistre des procès-verbaux Giraud "président; Le Blanc, Sonthonax et Raymond

" commissaires; Pascal secrétaire-général.

(21) La Commission avair elle le droit de me destituer, étant chargé d'une mission spéciale et importante par le Directoire lui-même.—fe ne le crois pas; mais ce n'est qu'à présent que je me permets cette question. Je protestai, mais me soumis à une destitution peut-être illégale, sûrement injuste.

DTN. ROCHAMBEAU.

A USSITOT que mon aide-de-camp Panisse m'a sait passer l'arrêté ci-dessus, qu'il tenait du président de la Commission des Colonies; j'ai du travailler à l'éclairer.

Je répons par des faits que je m'engage de justifier. J'ai eu je l'avoue besoin de force pour faire trêve à l'indignation qui m'a saissi à la lecture de cette absurde arrêté.

Destitué, déporté. Voilà le prix de quatre années d'une conduite (j'ose le dire) irréprochable, et souvent utile à ma patrie.

Pour récompense des privations que je me suis imposées, des peines de tout genre inséparables d'une administration aussi agitée que la mienne, pour prix d'avoir voulu conserver à mon pays la plus utile de ses Colonies; je suis déchiré, calonnié par des hommes qui abusant du pouvoir qui leur est consie, trompent le gouvernement: ont détruit ou laissé détruire cette Colonie, en ont fait suir les propriétaires pour envahir leurs possessions, ont couvert de cendres et de décombres ce malheureux pays, et sont ensin parvenus au point d'être divisés entr'eux, de se dénoncer mutuellement, de n'avoir plus ni généraux ni officiers, d'être même sous le couteau des Africains qu'ils ont armés, et ne peuvent contenir, ensin que leur nom ne soit prononcé qu'avec l'horreur qu'ils inspirent à l'Europe entière.

Je déclare que tout sera mis par moi au plus grand jour. Je produirai toutes les pièces, ma correspondance officielle et confidentielle, je ne tairai rien.

Je déclare que la Colonie a pu être fauvée, et que j'en ai fourni les moyens aux agens. Qu'elle pourrait l'être encore en y employant des soins et des moyens puissans.

Je déclare enfin, que les seuls et vrais motifs de ma destitution et de ma déportation sont, le resus formel que j'avais sait d'emmener avec moi dans la partie Espagnole des délégués connus par la plus extrême immoralité; la certitude que je ne souffrirais ni pillage, ni massacre, ni incendie, que je punirai les dilapidateurs, protégerais les propriétaires, et utiliserais ensin pour ma patrie, et non pour les agens ce beau pays. Ce sont là les principes que je m'honore d'avoir assiché hautement, et qu'ils appelent incivisme, insubordination, mépris, lutte scandaleuse, &c. et voilà ce qui a opéré ma destitution.

J'ai demande au Directoire d'être mis à un conseil de guerre, je ne cesserai de répéter ma demande afin que la France entière puisse juger.

DTN. ROCHAMBEAU.

P. S. C'est avec une extrême satisfaction que je n'ai pas vu Roume signataire de l'arrêté. Il était connu trop avantageusement comme un administrateur intègre, aux isses du-vent, pour approuver la conduite de ses collègues.

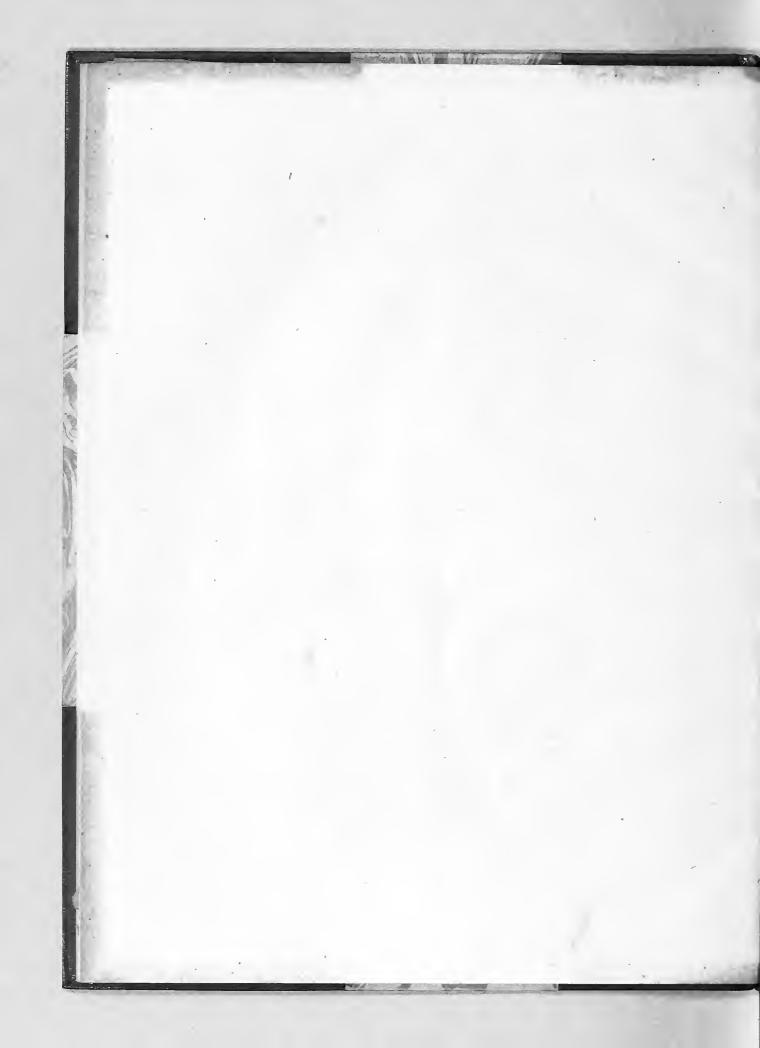
Giraud, quoique président de la Commission lors de ma destitution, ne doit pas être consondu je crois, avec les destructeurs de cette Colonie précieuse. C'est donc à regret que je l'attaque.

DTN. ROCHAMBEAU.

Bordeaux, le 9 Pluviôse, an V de la R.F. une et indivisible

FIN.





E797 R672r

